

RAPPORT FINAL D'EXECUTION DU PROJET : REUNION SOUS REGIONALE DE MOBILISATION DE LA SOCIETE CIVILE EN AFRIQUE DE L'OUEST EN PREVISION DE BEIJING +10.

Dans le cadre du processus d'évaluation de la mise en oeuvre des actions de la plate-forme de Beijing, le WILDAF/ FeDDAF – Afrique de l'Ouest a initié un projet pour mobiliser les organisations de femmes en vue de leur participation effective et efficace audit processus.

Le présent rapport fait suite à la réalisation de la réunion sous-régionale de mobilisation de la société civile d'Afrique de l'Ouest, en prévision de Beijing +10. Une subvention de 5.000 \$ des Etats Unis, a été accordée au bureau sous-régional du WILDAF pour l'Afrique de l'Ouest par le Bureau Régional de l'UNIFEM basé à Dakar. L'UNICEF a pris en charge la participation à la réunion de Lomé (voyage + perdiem) des représentants du Ghana, du Nigeria et du Niger. L'UNFPA a offert la même possibilité à deux représentantes du Bénin.

Le rapport rappelle le contenu du projet en première partie, rend compte de son exécution en deuxième partie et évoque les perspectives en troisième partie.

I. Rappel du contenu du projet

1. Objectifs du projet

Le projet était supposé permettre une évaluation participative, objective et crédible de la mise en œuvre de la plate-forme d'action de Beijing. Il visait à mobiliser des organisations féminines oeuvrant dans les domaines couverts par la plate-forme d'action de Beijing dans les pays d'Afrique de l'Ouest en vue de leur participation au processus d'évaluation.

2. Activités prévues

Pour atteindre cet objectif, les activités suivantes étaient programmées :

a) Collecte de données au niveau national

Un consultant national devrait être recruté pour 2 semaines au niveau des pays concernés pour faire la collecte des informations disponibles à savoir le rapport du gouvernement, les réactions des ONGs au contenu

de ce rapport, les informations sur les actions que les organisations de la société civile ont menées pour contribuer à la réalisation des priorités, les nouvelles priorités des femmes ainsi que les stratégies et recommandations des ONGs pour la mise en œuvre desdites priorités. Une synthèse nationale produite suite à cette collecte d'information devrait être validée par les représentants d'ONG au cours d'une journée de réunion.

b) Réunion sous régionale.

Elle devait réunir une vingtaine de représentants des organisations de la société civile des pays d'Afrique de l'ouest et d'autres réseaux au cours de la troisième semaine d'août à Lomé au Togo. Il s'agissait au cours de cette réunion, de valider la synthèse des rapports nationaux sur la mise en œuvre de la plate forme d'action de Beijing. A cet effet, un consultant sera recruté pour la rédaction du projet de synthèse. Le rapport sous régional qui sera soumis à la CEA et au comité de coordination devrait être finalisé après la tenue de la réunion.

c) La production et la diffusion du rapport d'Afrique de l'Ouest

Le rapport régional sous régional des ONGs devrait être édité et destiné à la CEA, au comité de coordination des actions en vue du forum des ONGs, aux organisations ayant participé au processus de rédaction. Il devrait en outre être intégré à la synthèse du rapport des ONGs africaines et devrait à cet effet, être prêt pour le 31 août 2004. Il devrait également être diffusé lors du forum des ONGs.

II. Les réalisations.

Comme prévu, le WILDAF a pu organiser la réunion des organisations de la société civile d'Afrique de l'Ouest sur Beijing +10 à Lomé les 26 et 27 août 2004.

Le rapport relatif à ladite réunion se fera en 4 parties :

- la collecte des données au niveau national
- la réunion elle-même.
- La production et la diffusion du rapport
- Les difficultés rencontrées

Le plan d'action suivi par le WILDAF figure en annexe1 du présent rapport.

1. La collecte des données au niveau national.

En vue de la collecte des données au niveau national, les actions entreprises par le bureau du WILDAF pour l'Afrique de l'Ouest ont consisté à prendre des mesures visant à assurer la conduite au niveau des pays, d'un processus participatif aboutissant à l'élaboration d'un rapport national des ONG sur la mise en œuvre de la Plate -forme d'Action de Beijing.

Au cours de la première semaine du mois d'août, les activités suivantes ont été menées :

- Identification de points focaux dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest (Confer liste en annexe 2).
- Préparation et envoi aux points focaux, des termes de référence pour le processus d'élaboration des rapports. Les consignes données prévoyaient que les rapports nationaux soient acheminés vers le bureau du WILDAF pour l'Afrique de l'Ouest à partir du 15 août afin de permettre au réseau de commencer à en faire la synthèse en prévision de la réunion sous-régionale de Lomé (Confer annexe 3).

Tous les envois ayant été faits dans la première semaine, la deuxième semaine a été consacrée au suivi par téléphone et courrier électronique afin de nous assurer que les messages sont reçus et compris, et que le processus a effectivement démarré au niveau national.

Le suivi s'est poursuivi au cours de la troisième semaine pour commencer à réceptionner les rapports.

2. La réunion

En vue de la tenue de la réunion, les questions d'ordre logistique, et de contenu ont été résolues au cours de la deuxième semaine. Il s'agit notamment des réservations pour le voyage et l'hôtel qui abritera la réunion, de l'achat des billets d'avions, de l'élaboration et l'envoi du programme de la réunion.

La réunion de deux jours a démarré le 26 août avec une cérémonie d'ouverture présidée par la Ministre togolaise de la promotion de la femme. (Confer programme de la réunion en annexe 4.)

22 participantes représentant 10 pays (le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Gambie, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Togo) ainsi que des réseaux sous-régionaux (Association Internationale des Femmes Francophones, OPF, WANEP, AFARD) et deux représentantes du Fonds Africain de Développement de la Femme.

Les travaux se sont déroulés en plénière et en petits groupes suivis de restitution en plénière. Chaque pays a présenté une synthèse de son rapport. Les présentations ont été suivies de débat général. Les travaux en groupe ont ensuite permis de dégager de manière consensuelle les domaines de progrès et ceux dans lesquels il y a eu moins de progrès dans la sous-région, les nouvelles priorités et les recommandations des ONG de la sous-région pour une mise en œuvre plus efficace de la plate-forme d'action de Beijing. Enfin, les participants ont pu également en groupes de travail, réfléchir à la participation des ONG de la sous-région au Forum d'Addis Abéba et à la prochaine session de la Commission des Nations-Unies sur la Condition de la Femme (Confer rapport de la réunion en annexe 5).

Suite à la réunion, la synthèse des rapports nationaux devant constituer le rapport des ONG d'Afrique de l'Ouest sur la mise en œuvre de la Plate forme d'action de Beijing a été finalisée en Français et en anglais (Confer annexe 6).

3. La production et la diffusion du rapport

La synthèse des rapports a démarré au cours de cette semaine et s'est poursuivie jusqu'à la veille de la réunion. Cette synthèse a été enrichie suite à la présentation faite par les représentantes des pays à la réunion. Avec les financements complémentaires reçus, elle sera imprimée en 200 exemplaires français et anglais qui seront diffusés au cours du Forum des ONG sur Beijing+10 à Addis Abeba.

4. Les difficultés rencontrées.

La tenue effective de la réunion sous-régionale des ONG relevait d'un véritable défi, compte tenu du délai très court dans lequel il fallait agir. Il a fallu assurer un suivi régulier auprès des points focaux pour obtenir les résultats atteints. En raison de la contrainte temps, certains rapports n'ont pu être apportés qu'à la réunion. La synthèse des rapports a commencé à partir de drafts de rapports qui heureusement n'ont pas connu de changements de fond dans leur version finale. Certains pays comme la Gambie, le Burkina-Faso n'ont pu tenir leur réunion nationale

de validation du rapport par les ONG qu'après avoir participé à la réunion sous-régionale de Lomé. Par ailleurs, la Guinée Bissau, le Cap Vert, le Libéria qui avaient également été contacté n'ont pas pu conduire le processus et être représentés à Lomé. Enfin, les contraintes de temps, ajoutées à la rigidité des programmations de vols en provenance et en direction des pays couverts par le projet, ont rendu difficile les réservations de place pour le voyage des participantes. Ainsi, la Guinée Conakry et la Sierra Leone par exemple qui ont envoyé pourtant leurs rapports, n'ont pu être représentées à la réunion.

Une autre des difficultés rencontrées consistait à mobiliser des fonds complémentaires pour assurer la mise en œuvre d'un processus d'élaboration de rapport au niveau national et la représentation des 15 pays de la sous-région. Sur un budget total de 45.000 \$ qu'aurait nécessité la participation des 15 pays, le bureau du WILDAF n'a pu finalement mobiliser que 25.000\$ dont 15000 provenait du Global Fund for Women, 5000 de l'UNIFEM Dakar et 5000 de African Fund for the Development for Women.

Au cours de la réunion, l'obtention du consensus sur le niveau de réalisation des priorités de la plate forme d'action de Beijing et les priorités sous-régionales a nécessité naturellement de longues discussions et des compromis qui étaient parfois difficiles à obtenir.

III. Perspectives.

En mars 2005, le réseau assurera sa participation à la Session de la Commission des Nations Unies sur la Condition de la Femme qui sera consacrée à Beijing + 10 et participera par ailleurs à l'Assemblée Générale de l'Onu sur cette question. Le WILDAF compte y organiser un atelier sur le protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, relatif aux droits des femmes ainsi qu'un panel sur le même sujet. En outre un dernier panel portera sur le thème « la promotion et la protection des droits des femmes africaines : apprendre des expériences des unes et des autres ».

Enfin, une réunion de deux heures est prévue entre les représentants des pays d'Afrique de l'Ouest pour adopter un plan d'action pour les étapes qui suivront le processus d'évaluation de la mise en œuvre de la plate forme d'action de Beijing.

ANNEXE

Annexe 1

I. PLAN D'ACTION

PERIOD	ACTIVITY	RESPONSIBLE
August 1-8	• Drafting of the press release • Drafting of the terms of reference and letter for NGOs • Identification of the country focal points • Letter and documents to be forwarded to the focal point • Appointment of consultant to do the sub regional report	WiLDAF West Africa office
August 8 – 15	• Follow-up calls and messages to ensure that the work has started at national level • Booking for the venue of the meeting • Invitation letter to attend the sub-regional meeting	WiLDAF West Africa office
August 16-22	• collect of the country reports • start of the sub regional report writing	WiLDAF West Africa office
August 23 – 29	continue the sub regional report writing	WiLDAF West Africa office
August 26 – 27	Sub regional NGOs meeting	WiLDAF West Africa office and NGOs representatives
August 28-31	Finalisation of the report	WiLDAF West Africa office
1 st September	Forwarding of the report to the regional committee	WiLDAF West Africa office

Annexe 2

II. POINTS FOC AUX

1. Bénin
WiLDAF/FeDDAF BENIN
Mme Geneviève BOKO-NADJO
Tél.: (229) 30 69 92
Fax: (229) 30 60 22
E-mail: wildaf-b@intnet.bj
2. Burkina Faso
WiLDAF/FeDDAF-Burkina
Madame Rita DAKOURE
Tél.: (226) 50 36 38 51
E-mail: wildafburkina@hotmail.com
3. Cap Vert
Luisa LOPES
Réseau des femmes économistes
(238) 2 81 16 77 domicile
(238) 9 91 45 66 mobile
lulopes@hotmail.com
4. Côte d'Ivoire
Mme Rachel GOGOUA
Coalition des femmes leaders de la Côte d'Ivoire,
Women's Leaders Caucus (CFELCI),
Tel. 225 - 20 22 62 85 / 20 21 67 36
Fax. 225 – 20 22 62 87
Cel. 00225 07 73 34 56
rgogoua1@caramail.com office.ci@oikocredit.org
www.cfelci.org
5. Gambie
Women for Democracy and Development
Madame Amina Sillah Sarr
Tel. 220 - 439 31 77 / 439 47 88
Fax. 220 – 439 31 77
sillasi@hotmail.com
6. Ghana
WiLDAF-Ghana / Gender center
Mme Dorcas COKER – APPIAH
Tél: (233) 21 76 83 49 / 21 76 06 87
Cel. (233) 20 812 95 31
E.mail : wildaf@ucom.gh
7. Guinée
Madame Diaby Fatoumata Diaraye
diabyntasou@yahoo.fr
tel. 224.22 91 12 / 224 22 91 13
8. Guinée Bissau
Mme HENRIQUETA GOMES,
Présidente de REMAMP-Guinée-Bissau
C.P. 817 , BISSAU (Guinée-Bissau).
pedrogomes@hotmail.com

9. Liberia
AFELL Association of Female Lawyers
Madame Jeannette A. Ebba-Davidson
TEL. 377 47 522582
Afell2002@yahoo.com
10. Mali
APDF
Mme Fatoumata Siré DIAKITE
Directeur Exécutif Régional
Coalition contre le trafic des femmes-Afrique (CATW-Afrique)
BPE-787,
Tel. 223 – 2 29 10 28
apdf@datatech.net.ml
Bamako, Mali
11. Niger
CONGAFEN : Coordination des ONGs
et Associations Féminines au Niger
Présidente : Mme Salamatou TRAORE
Tel : (227) 75 36 18
Tel (227) 73 24 39
Cel (227) 92 85 17
Email : congafen@intnet.ne
12. Nigeria
Wocon
Mme Bisi Olateru Olagbegi
wocon95@yahoo.com
13, Okesuna Street Off Igboasere Road
Lagos, NIGERIA
Tel. 234 – 1- 26 35 300 / 331
Cel. 234 – 080-33 34 78 96
13. Sénégal
FDEA (Femme Développement Entreprise en Afrique)
Mme Ndeye Mariame Thioye
BP. 3921 Dakar Sénégal,
Tel. 221- 825 20 58 /824 71 53 / 569 35 48
fdea@sentoo.sn
14. Sierra Leone
SLANGO
IYESHA JOSIAH
147P Wilkinson Road, Freetown
Tel 232-22-233680
e-mail slango@sierratel.sl
15. TOGO
WiLDAF/FeDDAF-TOGO
Mme EDORH Kayikpoé
BP 7755
Angle rue Georges-Messan et rue Khra
Tél.: 222-69-86 / Fax: 222-73-90
E-mail: wildaf_togo@hotmail.com
Lomé, Togo

Annexe 3

TERMES DE REFERENCE POUR L'EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PLATE – FORME DE BEIJING ET LETTRE DE TRANSMISSION

A. TERMES DE REFERENCE

I – CONTEXTE

Dans le cadre du processus d'évaluation de la mise en œuvre de la plateforme d'action de Beijing, la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) en collaboration avec le Centre Africain pour le Genre et le Développement (CAGD) a organisé les 22 et 23 juillet 2004 à Addis-Abeba en Ethiopie, une consultation des ONGs féminines africaines en vue de préparer le forum des ONGs. La consultation avait deux objectifs spécifiques qui sont la planification de la tenue du forum des ONGs féminines africaines en octobre 2004 sur l'évaluation décennale de la mise en œuvre des plates-formes d'action de Dakar et de Beijing et la mobilisation des partenaires pour soutenir le processus préparatoire du forum.

Il a été constaté lors de la consultation que contrairement à ce qu'auraient souhaité les Nations Unies, les ONGs féminines africaines ne sont pas vraiment mobilisées pour participer au processus d'évaluation. Seules deux sous régions à savoir l'Afrique Australe et l'Afrique de l'Est ont pu conduire un processus qui leur a permis de produire un rapport des ONGs. Il a alors été décidé que les autres sous régions parmi lesquelles l'Afrique de l'Ouest initient ou accélèrent le processus afin que leurs rapports parviennent au plus tard le 31 août 2004 à la CEA et au comité de coordination des actions des ONGs en prévision au forum des ONGs d'octobre. Ce comité est composé de réseaux régionaux et sous régionaux. Le WiLDAF/FeDDAF Afrique de l'Ouest représente la sous région ouest africaine au sein du comité et à ce titre a initié un processus d'évaluation dans 16 pays au niveau national.

Une synthèse des rapports nationaux sera faite et finalisée après une réunion sous régionale prévue pour la 3^{ème} semaine du mois d'août.

II - OBJECTIF

La consultation a pour objectif de permettre l'élaboration d'un rapport d'évaluation des 10 ans de mise en œuvre de la plate-forme de Beijing au niveau national

III- METHODOLOGIE

La méthodologie à utiliser doit être aussi participative que possible et permettre de produire un rapport au plus tard 10 jours après le début du travail. Elle consistera à :

1. rassembler et exploiter la documentation disponible sur la mise en œuvre de la plate-forme d'action de Beijing :
 - la plate-forme d'action de Beijing
 - les textes issus de la session extraordinaire de Beijing + 5
 - le rapport présenté par les Etats à l'occasion de Beijing + 5
 - le rapport alternatif des ONGs à l'occasion de Beijing + 5
 - le rapport d'évaluation de 10 ans de mise en œuvre produit par l'Etat,
 - le canevas envoyé par la Division pour l'Avancement des Femmes pour servir de base au dit rapport,

- les divers autres rapports sectoriels relatifs aux priorités de la plate-forme de Beijing,

Mais le consultant pourra y ajouter tout autre document nécessaire.

2. avoir des entretiens avec les organisations non gouvernementales pour recueillir des informations sur :

- leur appréciation sur le contenu du rapport de l'Etat (les actions menées, les progrès réalisés, les domaines où il n'y a pas eu de progrès, les obstacles, contraintes et difficultés, les priorités futures)
- les actions menées par les ONGs en contribution à la mise en œuvre des priorités de Beijing
- les priorités ayant émergé depuis 1995
- les principaux obstacles et contraintes à la mise en œuvre des priorités identifiées à Beijing
- quelles sont les opportunités
- ce que devraient être les priorités futures (questions émergentes comme priorités déjà contenues dans la plate-forme de Beijing)
- les stratégies et autres recommandations pour améliorer la mise en œuvre de la plate-forme après 2005

Consulter un maximum d'organisations possibles couvrant les priorités de la plate-forme d'action de Beijing

3. Elaborer sur la base des informations recueillies, un rapport national d'évaluation des 10 ans de mise en œuvre de la plate-forme de Beijing.

Le plan de rédaction proposé est joint aux présents termes de référence.

Joindre au rapport la liste des organisations consultées et leur domaine d'intervention

Les rapports nationaux doivent nous parvenir au plus tard le 15 août 2004

B. LETTRE DE TRANSMISSION



WOMEN IN LAW AND DEVELOPMENT IN AFRICA (WiLDAF)
FEMMES, DROIT ET DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE (FEDDAF)

West Africa Sub-regional office/Bureau sous-régional Afrique de l'Ouest
B.P. 7755 Lomé – Togo Tél: (228) 222 26 79 Fax: (228) 222 73 90 Email: wildaf@cafe.tg Site :
www.wildaf-ao.org

Lomé, le 04 août 2004

Madame

.....

.....

Objet : participation des ONGs au processus de Beijing+10

Madame,

A l'invitation de la Commission Economique pour l'Afrique, et notamment du Centre Africain pour le Genre et le Développement, 58 organisations ont participé à une réunion consultative de la Commission Economique pour l'Afrique du 22 au 23 juillet 2004 à Addis Abeba.

La réunion avait pour objectif de planifier un forum des ONG en octobre, en prélude à la 7^{ème} conférence Régionale Africaine sur les femmes qui va procéder à une évaluation de l'application de la plate forme d'action de Beijing, 10 ans après son adoption.

Entre autres résultats, la réunion a mis en place un comité de coordination du forum des ONG composé de EASSI pour l'Afrique de l'Est ; Rede Mulher pour l'Afrique australe, WiLDAF/FEDDAF et l'Association internationale des femmes francophones pour l'Afrique de l'Ouest, le Women legal Rights pour l'Afrique du Nord. Quatre réseaux régionaux y figurent en outre. Il s'agit de : PAWO, FEMNET, WiLDAF, AAWORD

La réunion a en outre recommandé que, conformément au souhait des Nations Unies de voir la société civile s'impliquer dans le processus d'évaluation, les sous régions Afrique Centrale, de l'Ouest et du Nord pour lesquelles il n'existe pas encore de rapport de la société civile s'organisent pour combler le retard pris dans leur implication dans le processus. Il leur est accordé jusqu'au 31 août 2004 pour faire parvenir leur rapport à la CEA et au comité de coordination du forum afin qu'il soit intégré dans le rapport des ONG africaines qui doit être prêt pour le 15 septembre 2004.

Face à cet impératif, le WiLDAF essaye de mobiliser des fonds pour permettre le bon déroulement du processus en Afrique de l'Ouest.

A cet effet, j'ai le plaisir de vous informer que votre organisation est désignée comme point focal pour coordonner le processus d'élaboration du rapport au niveau de votre pays. Voilà le processus que vous devez suivre :

Un consultant national sera recruté pour 2 semaines en vue de faire la collecte des informations disponibles à savoir : le rapport du gouvernement et la réaction des ONG au contenu de ce rapport, les informations sur les actions que les organisations de la société civile ont menées pour contribuer à la réalisation des priorités de la plate-forme de Beijing, les obstacles à la mise en œuvre des priorités, les nouvelles priorités des femmes ainsi que les stratégies et recommandations des ONG pour la mise en œuvre desdites priorités. Une synthèse nationale produite suite à cette collecte d'information sera validée par les représentants d'ONG au cours d'une journée de réunion.

Vous devez donc recruter dès réception de ce message, votre consultant. Choisissez de préférence quelqu'un qui a l'expérience requise et est assez rompu pour être aussitôt opérationnel. La personne doit en outre être suffisamment engagée pour accepter des honoraires de 300 000 francs CFA, 200 000 francs vous seront en plus envoyés pour payer quelques frais de déplacement du consultant, photocopies et une collation au cours de la demie journée de validation du rapport.

Les fonds étant encore en cours de mobilisation, nous vous prions en tant qu'organisation, d'avancer le minimum de frais avec lesquels, le consultant fera son travail. Ces honoraires ainsi que les 200 000 francs seront payés à la personne qui représentera votre pays à la réunion sous-régionale de synthèse qui se tiendra probablement à Lomé au cours de la 3^{ème} semaine du mois d'août.

Nous sommes consciente du sacrifice que nous vous demandons. Mais nous comptons sur votre engagement pour mener à bien le processus. N'hésitez pas à nous contacter si nous pouvons vous aider à régler quelque problème que ce soit au cours du processus.

Salutations cordiales,

Kafui ADJAMAGO-JOHNSON
Coordinatrice WiLDAF/FEDDAF
Afrique de l'Ouest

Annexe 4. PROGRAMME DE LA REUNION DE LOME.



WOMEN IN LAW AND DEVELOPMENT IN AFRICA (WiLDAF) FEMMES, DROIT ET DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE (FEDDAF)

West Africa Sub-regional office/Bureau sous-régional Afrique de l'Ouest
B.P. 7755 Lomé – Togo Tél: (228) 222 26 79 Fax: (228) 222 73 90 Email: wildaf@cafe.tg Site :
www.wildaf-ao.org

REUNION DES ONG ET RESEAUX D'AFRIQUE DE L'OUEST SUR BEIJING+10

LES 26 & 27 août 2004

PROJET DE PROGRAMME

Jeudi 26 août

8h-8h30

Cérémonie d'ouverture :

- Mot de Bienvenue de la Coordinatrice sous-régionale de WiLDAF Afrique de l'Ouest
- Allocution de Mme la Présidente du Conseil d'Administration de WiLDAF,
- Discours d'ouverture de Mme la Ministre des Affaires Sociales, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfance.

8h30-8h45

Pause café

8h45-9h15

Début des travaux

Présentation des participants

Adoption du projet de programme

Informations d'ordre logistique

Présentation des objectifs de la réunion

9h15-9h45

Présidente de séance : Salamatou TRAORE (Niger)

Présentation du processus d'ici à 2005

9h45-11h55

Présentation des rapports par les représentants des pays

1. Bénin

6. Guinée

11. Sénégal

2. Burkina Faso

7. Liberia

12. Sierra Leone

3. Côte d'Ivoire

8. Mali

13. Togo

4. Gambie

9. Niger

5. Ghana

10. Nigeria

11h55-12h 55

Débats

13h00-14h00

Pause déjeuner

14h00-15h00	Présidente de séance : Patricia BLANKSON AKAKPO (Ghana) Travaux de groupe : Domaines dans lesquelles il y a eu des progrès sensibles Domaines dans lesquels il y a eu peu de progrès Domaines prioritaires et défis futurs
15h00-15h30	Restitution en plénière
15h30-16h30	Travaux de groupe : obstacles, contraintes et opportunités liés aux priorités
16h30-16h45	Pause-café
16h45-17h15	Restitution
17h15-18h00	Travaux de groupe : Recommandations pour : - Les gouvernements - Les ONG - L'ONU
18h00	Fin des travaux de la journée

Vendredi 27 août

08h-8h15	Présidente de séance : Safiétou DIOP (Senegal) Présentation de la synthèse des travaux de la veille
08h15-08h45	Restitution des travaux de groupe portant sur les recommandations
08h45-9h45	Travaux de groupe : Participation et visibilité des ONG de la sous région : 1) Au Forum des ONG africaines 2) À la session de la CSW et l'Assemblée de l'ONU sur Beijing +10
09h45-10h00	Pause café
10h00-10h30	Restitution
10h30-12h00	Stratégies de mobilisation des ressources
12h00-13h00	Déjeuner
13h00-16h00	Suspension des travaux
16h-17h30	Présidente de séance :Amina SILLAH SARR (Gambie) Présentation du rapport de synthèse et validation
17h30	Evaluation de l'atelier Cérémonie de clôture/Conférence de presse

Annexe 5 . RAPPORT DE LA REUNION DE LOME

REUNION DES ONG ET RESEAUX D'AFRIQUE DE L'OUEST SUR BEIJING+10 SYNTHESE DES TRAVAUX DES 26 ET 27 AOUT 2004

Dans le cadre des préparatifs du Forum des ONG et de la 7^{ème} Conférence régionale africaine sur les femmes concernant Beijing+10, un atelier des ONG et des réseaux d'Afrique de l'Ouest s'est tenu à l'hôtel CIFEX Lomé -Togo les 26 et 27 août 2004. Organisée par le WiLDAF/FeDDAF Afrique de l'Ouest (BSRAO), cette rencontre a obtenu l'appui financier de Global Fund for Women, African Women Développement Fund, l'UNIFEM, l'UNICEF et l'UNFPA.

Y ont pris part les déléguées des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Togo, les organisations régionales et réseaux suivants : Association Internationale des Femmes Francophones, OPF, WANEP, AFARD et deux représentantes du Fonds Africain de Développement de la Femme.

L'objectif principal était de mettre en commun les contenus des rapports nationaux des ONG en vue de l'élaboration du rapport sous régional d'évaluation de la mise en œuvre de la Plate forme d'Action de Beijing.

Déroulement des travaux de la journée du 26 et résultats obtenus

La cérémonie d'ouverture de l'atelier a été ponctuée par trois interventions :

1. Mot de bienvenue de madame la Coordinatrice sous-régionale de WiLDAF/FeDDAF Afrique de l'Ouest
2. Allocution de madame la Présidente du Conseil d'Administration du WiLDAF/FeDDAF
3. Discours d'ouverture de madame la Ministre des Affaires Sociales, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfance

Dans son mot de bienvenue aux participantes venues des différents pays et aux autorités Togolaises qui ont rehaussé de leur présence la cérémonie d'ouverture de l'atelier, Madame la coordinatrice du WiLDAF/FeDDAF-Afrique de l'Ouest a insisté sur l'importance de cette réunion autour de la Plate forme d'Action de Beijing.

Dans son allocution, Madame la Présidente du Conseil d'Administration du WiLDAF/FeDDAF a fait un bref historique des grandes conférences sur la promotion de la femme. Déplorant les difficultés de collaboration entre les organisations non gouvernementales et les gouvernements elle a souligné l'importance de bâtir et de renforcer le partenariat entre gouvernement et ONG.

Dans son discours d'ouverture, madame la Ministre des Affaires Sociales, de la Promotion de la femme et de la protection de l'Enfance a, au nom du gouvernement, exprimé la fierté du Togo d'abriter cette réunion importante des organisations de la société civile d'Afrique de l'Ouest sur la mise en œuvre de la plate forme d'action de Beijing. Elle a rappelé les objectifs de l'atelier et a promis le soutien du Togo lors de

la 7^{ème} Conférence régionale africaine sur les femmes d'Addis Abeba pour défendre les points de vue que les représentantes exprimeront. Elle a terminé son propos en exprimant sa gratitude aux partenaires qui ont soutenu l'organisation de la réunion (en l'occurrence le Fonds mondial pour la femme, UNIFEM, UNICEF, UNFPA et le Fonds Africain pour le développement des femmes).

L'introduction aux travaux proprement dits a consisté entre autres en :

- La présentation des participantes
- L'adoption du projet de programme amendé
- La présentation des objectifs de la réunion qui sont récapitulés comme suit :
 - Procéder à une évaluation commune et indépendante des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la plate forme d'action de Beijing en Afrique de l'Ouest sur la base des rapports nationaux fournis par les ONG ;
 - Définir de manière consensuelle pour les cinq prochaines années les domaines prioritaires pour la sous région et les stratégies pour améliorer la plate forme d'action de Beijing ;
 - Préparer la participation des ONG d'Afrique de l'Ouest à la 7^{ème} Conférence régionale africaine sur les femmes d'octobre 2004 et au Forum des ONG.

La Coordinatrice de WiLDAF/FeDDAF Afrique de l'Ouest a indiqué que le processus a débuté lors d'une rencontre consultative organisée par la Commission économique sur l'Afrique (CEA) pour les organisations de la société civile à Addis Abeba les 22-23 juillet 2004. Elle a également expliqué comment les rapports devaient être préparés.

Les informations :

- Les dates du Forum des ONG et de la 7^{ème} Conférence respectivement du 6 - 7 octobre et du 8 -15 octobre ;
- La 49^{ème} session de la Commission de la condition de la femme et de l'Assemblée extraordinaire des Nations Unies sur Beijing +10 du 28 au 12 mars 2005 ;
- Le thème du Forum : « Les droits des femmes sont des droits humains » ;
- Comment se Forum sera organisé ;
- La participation (critère de désignation des participantes à raison de 5 par pays. 300 organisations sont attendues.)

Tour à tour les représentantes des ONG et des réseaux des 10 pays ont présenté la substance de leurs rapports nationaux non sans avoir signalé les délais d'exécution considérés très courts pour la préparation et la rédaction.

Après les présentations, il a été clair que les ONG féminines doivent travailler en collaboration avec les gouvernements pour le développement socio-économique et politique des pays.

Il s'est dégagé des similitudes quant aux activités réalisées par les ONG dans les domaines critiques et les résultats atteints.

Malgré les efforts déployés par les États pour améliorer la situation des femmes, les progrès sont peu visibles. Il est encore nécessaire de prendre des mesures dans le sens du renforcement des actions. La mise en commun des résultats des travaux de groupe pour :

1. Dégager les domaines de grands progrès, de progrès sensibles et de peu ou pas de progrès ;
2. Les difficultés, contraintes, obstacles rencontrés ;
3. Les domaines prioritaires pour le futur.

1°) Nous pouvons affirmer à partir d'arguments que les progrès sont peu sensibles (PS) pour plus de la moitié des domaines. Le reste a enregistré très peu de progrès (TPP).

1. Femmes et pauvreté	PS
2. Femmes et prise de décision	PS
3. Femmes et violence	PS
4. Femmes et santé	PS
5. Femme et droit	PS
6. Femmes et éducation / formation	PS
7. Femmes et conflits	(TPP)
8. Femmes et environnement	(TPP)
9. Femmes et média	(TPP)

2°) Difficultés / contraintes / obstacles

- Insuffisance d'engagement
- Manque de volonté politique
- Pressions socioculturelles
- Insuffisance de ressources
- Fondamentalisme (montée)
- Analphabétisme
- Ignorance des lois
- Multiplicité des sources de loi
- Existence de vide juridique dans certains domaines comme les violences domestiques
- Contexte macro socio économique

3°) Priorité pour le futur

Le groupe a dégagé comme priorité :

1. Pauvreté
2. Prise de décision
3. Santé incluant la santé reproductive et le HIV/SIDA
4. Violence incluant le trafic des femmes et des enfants
5. Éducation des femmes
6. Paix et sécurité

7. La petite fille

Conclusion : La bonne dynamique du groupe a permis aux participantes d'échanger sur les contenus de leurs rapports pays et de leurs enjeux.

Résumé des travaux de la journée du 27 août 2004

Le programme de la journée s'est concentré sur les points suivants :

- Présentation et amendement du rapport des travaux de la première journée
- Identification et formulation des recommandations :
 - Recommandations d'ordre général
 - Recommandations d'ordre spécifique en direction des gouvernements, des ONG
 - Recommandations par domaine de priorité
- Plénière pour la mise en commun des travaux de groupe
- Discussion concernant la visibilité des ONG aux :
 1. Forum des ONG africaines ;
 2. Session de la CSW et de l'Assemblée de l'ONU sur Beijing+10 ;
 3. Et sur les stratégies de mobilisation des ressources.

Sept (7) thèmes ont été retenus pour le Forum et la coordination a été répartie entre plusieurs ONG pour la préparation des ateliers :

1. Pauvreté : FDEA, FAO, CFELCI (CI)
2. Conflit, paix et sécurité : WANEP
3. Trafic des enfants : ATW-Africa –Bénin, RECIF – BF, VOCOM/NATIVA
4. Éducation : Sénégal, Burkina Faso, (RIOF), Togo
5. Prise de décision: AIFF, AJM
6. La petite fille : GPI Nigeria
7. Protocole : WILDAF/FeDDAF-BSRAO, AFJCJ, Equality now

Le détail des recommandations est rassemblé dans un document séparé.

Après une conférence de presse animée par mesdames Kafui ADJAMAGBO-JOHNSON et Dorcas COKER-APPIAH, le rapport de l'atelier a été amendé et adopté. Un communiqué de presse a été adopté et annexé à ce document. Une évaluation de l'atelier a mis fin aux travaux.

Clémentine OUOBA

Représentante des ONG Féminines du Burkina Faso

Brigitte AGUIGA

ASFEEN (WiLDAF/FeDDAF Togo)

Berthe TATEY

ONG ALAFIA - Togo

**Annexe 6. RAPPORT DES ONG D'AFRIQUE DE L'OUEST SUR LA
MISE EN OEUVRE DE LA PLATE - FORME D'ACTION DE BEIJING
ET RAPPORTS NATIONAUX.**